

---

**Type de réunion****Réunion d'arrondissement  
28 et 29 novembre 2003****Sujet 02 : Quelles doivent être les missions de l'Ecole, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?***Comment l'école peut-elle concilier éducation et instruction ?*

- On n'a pas le choix : devant une majorité d'enfants non éduqués, il faut un minimum de temps d'éducation. Dans certains cas, on passe plus de temps à éduquer qu'à transmettre.
- L'Ecole apporte la vie dans le groupe, la mixité sociale et éduque à la différence.
- Il y a aussi la richesse due au mélange des milieux par la mixité sociale. L'Ecole républicaine doit rappeler ses valeurs propres : gratuité, laïcité, égalité, citoyenneté et aide à la construction de la personne adulte.
- De nouveaux apprentissages s'imposent : informatique (souvent transversale) Langues vivantes, et le temps passé en classe élémentaire est passé de 30 à 26 heures hebdomadaires depuis une trentaine d'années.

*Comment l'école peut-elle à la fois transmettre une culture générale et préparer à la vie active dans un monde incertain ?*

- Il s'installe de plus en plus une différence entre la vision de l'apport d'une culture générale et la vision de la préparation à la vie professionnelle. On constate aussi une recherche de filières d'élite d'un côté et l'obtention de pseudo compétences en guise de formation de l'autre.
- L'autonomie, l'adaptabilité sont des qualités. Elles sont travaillées depuis toujours, mais l'école laisse parfois l'impression aujourd'hui, que l'on a tendance à moins transmettre et à plutôt donner les moyens d'aller chercher, parfois jusqu'à l'excès.
- Il faut maintenir un socle commun à toutes les générations. Transmission d'une culture, de valeurs humanistes de façon citoyenne et sociale.
- L'Ecole doit apporter le maximum à tous, donner les mêmes chances et compenser les manques.
- L'Ecole veut continuer à former pour la vie d'adulte avant tout, la vie professionnelle n'étant qu'une facette de celle-ci. La question de la vie professionnelle est pourtant une grande inquiétude pour les parents.
- Les diplômes, c'est lorsqu'on nous les demande, et que l'on ne les pas obtenus, que l'on constate leur nécessité, aujourd'hui, comme avant.
- L'Ecole doit à la fois gommer les inégalités sociales et réduire les inégalités de compétences en n'oubliant personne, mais a-t-elle les moyens de donner à tous les outils pour réussir ? A-t-elle toujours les moyens de réduire le taux des jeunes quittant le système sans qualification ?
- L'Ecole est une institution et doit le rester. C'est elle qui doit assurer la formation générale.
- On ne peut ignorer les problèmes économiques. Aujourd'hui on n'a plus le plein emploi, mais l'Ecole doit encore favoriser l'ascenseur social.
- Il faut avoir une conception générale de l'Education. Il faut toujours bien apprendre à lire, écrire, compter tout en apprenant à « bien vivre ensemble » tout en se préparant pour sa vie future.

*L'Ecole peut-elle contribuer à éclairer les choix des Français sur l'Europe ?*

- Il vaudrait mieux se demander comment les Français pourraient peser sur les choix européens en matière d'Education.
- La France doit exiger une réelle séparation des églises par rapport au pouvoir européen et imposer le modèle d'une école républicaine, complètement laïque et totalement gratuite.

### **Sujet 03 : Vers quel type d'égalité, l'école doit-elle tendre ?**

*Par quels dispositifs l'Ecole peut-elle concilier la promotion par le mérite et la nécessité de donner à tous une culture de base : classes hétérogènes, classes par niveau, groupes d'aide et de soutien, autres ?*

- Il faut aussi une évolution dans les méthodologies. Il faut savoir faire autrement, apprendre à travailler avec des petits groupes. Il est impératif d'avoir plus d'adultes.
- Il faut garder les classes hétérogènes et on n'a pas assez profité de la baisse de la démographie pour alléger les classes.

*Faut-il laisser les parents choisir l'établissement scolaire de leurs enfants ?*

- Attention à ne pas remettre en cause la sectorisation des collèges et lycées. Il y a le problème de l'image, parfois usurpée de certains lycées qui, déjà, pratiquent l'écémage des élèves arrivant d'autres établissements. Certaines familles connaissent très bien les « filières royales ». Langues rares entre autres.
- Pour le primaire, il y a des problèmes entre les communes depuis la Loi de décentralisation de 1982. Grandes disparités dans l'accord de dérogations. Il faut laisser à l'école sa place et son rôle « au centre » de la commune.
- Il ne faut pas aller vers le choix des parents au sein de l'Ecole Publique. Cette mesure serait très dangereuse.-

### **Sujet 18 : Comment en matière d'Education, définir et répartir les rôles respectifs de l'Etat et des collectivités locales ?**

*L'efficacité de l'école exige-t-elle plus de décentralisation ?*

- Dans les communes, où le fonctionnement est déjà décentralisé puisque confié aux maires, il y a beaucoup de disparités aussi. Ce n'est pas toujours lié à la richesse réelle de celles-ci mais à leurs choix. D'autre part, il n'y a pas d'uniformité car il n'y a pas d'exigences d'Etat quant aux temps de présence des personnels municipaux, quant à leur formation ou quant au nombre d'adultes par rapport au nombre d'enfants.
- On constate déjà des écarts de moyens de 1 à 7 entre les communes de l'Indre et Loire et de 1 à 10 entre toutes les communes de France. Comment une décentralisation renforcée pourrait-elle corriger ces écarts déjà inacceptables ?
- Pour le secondaire la décentralisation a été effectivement positive pour certaines régions, mais c'est la démonstration qui permet de prouver que les inégalités sont déjà nées de ces décisions, entre les régions françaises. Certaines sont déjà plus riches que d'autres. Il serait dangereux de poursuivre dans ce sens.

*Quelles compétences l'Etat doit-il absolument conserver ?*

- L'Ecole doit absolument rester l'Ecole de la République et l'Education doit être traitée à égalité avec les fonctions régaliennes de l'Etat. (justice, police, défense...)
- L'Etat doit assurer la fonction d'arbitrage et assurer la péréquation, imposer des dotations minimales, donner de vrais moyens financiers et interdire les dérives locales.
- Les personnels d'enseignement doivent impérativement rester des fonctionnaires d'Etat.
- Dans les actuels projets de décentralisation, on redit bien les grands principes, mais on ne dit pas comment l'Etat les défendrait s'ils venaient à être délégués à des échelons inférieurs, tels que la Région.

### **Remarques complémentaires sur le débat**

La première réunion a vu se rencontrer à peu près 80 personnes, dont 90 % d'enseignants environ. Le second rendez-vous a réuni une quarantaine de participants dans les mêmes proportions que la veille.

Nous avons apprécié ces heures passées ensemble à parler d'une Ecole que l'on aime, que l'on veut défendre et que l'on veut protéger, mais chacun a gardé son scepticisme quant à l'utilisation et la dilution des idées qui sortiront de ces 15000 réunions.

---

### **Trois priorités pour l'École**

1 – L'Ecole doit rester un service public d'Etat, laïque, gratuit, assurant la transmission d'un socle commun de connaissances et œuvrant dans un souci éducatif partagé avec les parents.

2 – L'Etat doit assurer une vraie cohérence entre les principes qu'il affiche et les moyens qu'il donne.

3 – L'Etat doit rester le garant de l'unité des moyens, de l'unité des programmes scolaires, de l'unité de la formation et de la gestion des personnels et il doit assurer partout l'égalité financière.